

Mobilisons-nous contre la hausse des frais!

Dans le fond, que ce soit en santé ou en éducation, c'est toujours la même chose qui se produit. On demande toujours aux mêmes de payer, et ce sont toujours les mêmes qui s'en sauvent. Si on veut financer de façon juste et équitable l'éducation, il faut aller chercher l'argent où il est, pas dans les poches vides des étudiant-e-s et de leurs familles qui en arrachent déjà!

Pendant qu'on leur demande de payer de plus en plus pour aller à l'école, les directions des universités construisent des pavillons inutiles, se payent des bonus incroyables et des centaines d'entreprises

profitables ne paient pas ou peu d'impôt. Récemment, on apprenait que les banques canadiennes ont fait 17 milliards de profit ... en seulement 9 mois! Pourquoi ne pas aller chercher l'argent là?

Répétons-le: l'éducation, c'est l'affaire de tout le monde! Lorsque les écoles forment des citoyen-ne-s éduqués, c'est toute la société qui en profite. Et si on veut que nos enfants, peu importe leur revenu, puissent aller à l'université, il faut se mobiliser avec eux pour bloquer la hausse des frais de scolarité! C'est une question de société. Et il y a pas aura plusieurs occasions de le faire ...

Mobilisons-nous avec les étudiantEs.

Joignez-vous aux groupes sociaux dans les grandes manifestations étudiantes

23 février : Manifestation à Montréal

1^{er} mars : Manifestation à Québec

22 mars : Manifestation à Montréal

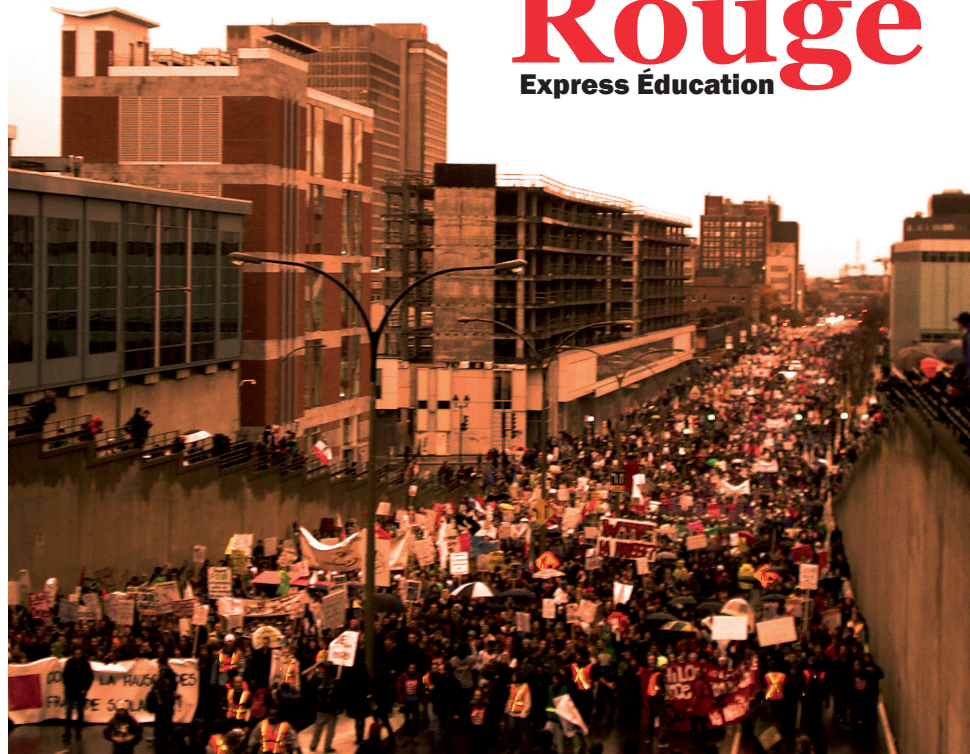
Pour plus d'informations :

**www.nonauxhausse.org
www.bloquonslahausse.com
www.1625canepassepas.ca**

La Main Rouge

Express Éducation

EN GRÈVE



L'éducation, un droit pour tout le monde ou un privilège pour les plus riches?

Tout le monde s'entend pour dire que l'éducation est une priorité pour toute société. Pourtant, un débat important oppose deux visions : d'une part, celle qui affirme que l'éducation doit demeurer un service public, universel et accessible à tout le monde, et d'autre part, celle qui propose que l'éducation devrait être privatisée (en tout ou en partie) et que les élèves ou leurs familles devraient assumer des coûts (plus ou moins élevés) pour y avoir

accès. Pour la Coalition, l'éducation est un droit. Donc, tout le monde doit y avoir accès, peu importe son revenu ou celui de ses parents. Imposer un prix à l'éducation, que ce soit à la maternelle ou à l'université, rend son accès plus difficile, voire carrément impossible, tout particulièrement pour les plus pauvres. Est-ce qu'on veut revenir à l'époque où seulement les fils de médecins pouvaient devenir médecins?

L'accès égal à l'éducation: une priorité de la maternelle à l'université!

L'école primaire et secondaire est-elle vraiment gratuite?

Malgré ce que tout le monde dit (et malgré ce que la loi dit), même l'école primaire et secondaire est de plus en plus chère. En théorie, aucun frais obligatoire ne devrait entraver l'accessibilité à l'école pour les plus démunis. Dans la réalité, de plus en plus de frais supplémentaires sont imposés, rendant même l'éducation primaire de moins en moins accessible. Les parents doivent payer de plus en plus: calculatrices, instruments de musique, matériel artistique, livres de références, accessoires de protection, etc. Lorsque le paiement n'est pas fait, il arrive même que des écoles retiennent les bulletins des élèves pour faire pression sur les familles!

La situation à l'université: la vérité sur le budget d'un étudiant et d'une étudiante!

En mars dernier, le gouvernement Charest a annoncé une augmentation impressionnante des frais de scolarité, soit à terme, 1625\$ de plus par année. Ceci portera le coût total d'un baccalauréat à plus de 11 000\$, plus de 15 000\$ si on ajoute les frais afférents! Au total, ça veut dire que les frais auront doublés en 10 ans!

Dans les médias, on entend toujours les mêmes préjugés: les étudiants et les étudiantes sont riches, ils et elles peuvent bien assumer une nouvelle hausse de frais. Comme partout, il existe des étudiants et des étudiantes riches. Mais il ne faut pas oublier que ceux et celles qui sont dans le besoin ne sont pas sous les feux des projecteurs, et qu'ils et elles sont plus nombreux et nombreuses qu'on le pense. Et parmi les plus pauvres, certaines catégories seront encore plus durement touchées: les femmes, par exemple, dont le revenu moyen est déjà plus faible que celui de leur collègues étudiants.

Selon l'Université du Québec à Montréal (UQÀM), une semaine typique à temps plein en sciences humaines représente 45h d'études. Si on y ajoute les heures travaillées (17h en moyenne) ça fait donc 62h de travail par semaine! Et après, on dit que les étudiants et les étudiantes font preuve de paresse? Qui au Québec travaille 62h par semaine? Et tout ça, c'est sans compter la dette étudiante, qui est en moyenne de 11 000 \$ par personne.

C'est certain qu'il existe des étudiant-e-s qui viennent de familles riches et qui ont des cellulaires et des Ipods, mais ceux et celles qui seront touchés par la hausse, ce seront les autres qui, déjà à l'heure actuelle, ont de la misère à boucler leurs fins de mois.

L'augmentation des frais universitaires, c'est l'affaire de tout le monde!

Souvent, on entend dire que les étudiant-e-s de l'université sont des « chialeux » qui pleurnichent pour rien, parce que leurs frais de scolarité sont plus bas ici qu'ailleurs. S'il est vrai que l'université est moins dispendieuse au Québec qu'ailleurs au Canada ou aux États-Unis, cela devrait être une source de fierté et non une honte! Et si on souhaite se comparer, pourquoi ne parle-t-on jamais des endroits où l'université est gratuite?

Nous avons les universités les plus abordables au Canada ... ce qui fait qu'elles sont aussi les plus accessibles: le taux de fréquentation des cégeps et des universités québécoises le démontre bien. Il est supérieur à la moyenne canadienne! Ce qui fait qu'ici, les plus pauvres vont plus à l'université qu'ailleurs au Canada. Pourquoi revenir en arrière et réserver l'éducation aux plus riches?

La hausse des frais, ça touche qui?

Sylvie, 35 ans

Sylvie travaille déjà 25h par semaine et a un enfant à sa charge. Elle est monoparentale. Déjà, elle peine à concilier études, travail et famille. En plus, le gouvernement retire sa pension alimentaire du calcul de ses prêts et bourses. Avec la nouvelle hausse des frais de scolarité de 75%, comment fera-t-elle pour joindre les deux bouts? Et lorsqu'elle arrivera sur le marché du travail, tout indique qu'elle fera un salaire inférieur à celui d'un homme: en 2010, Statistiques Canada rappelait que les femmes ne font en moyenne que 83% du salaire horaire des hommes!

Pierre et Suzanne, 44 et 38 ans

Pierre et Suzanne ont tout deux un emploi à temps plein payé au salaire minimum. Il et elle travaillent très fort pour payer ce que leurs deux enfants ont besoin. Le plus vieux, Alexandre, désire aller à l'université et a de grandes ambitions: il veut devenir médecin. Malheureusement, avec le fonctionnement actuel du système de prêts et bourses, le gouvernement considère que Pierre et Suzanne doivent contribuer au paiement de sa facture d'université. Étant déjà eux-mêmes endettés, il et elle ne peuvent aider leur fils comme il et elle voudraient le faire: le budget d'Alexandre est trop serré pour qu'il puisse se permettre d'aller à l'université. Ses parents sont absolument impuissants: Pierre et Suzanne devront accepter que leur fils ne réalisera pas son rêve parce que leur salaire n'est pas assez élevé... et surtout parce que les frais de scolarité viennent d'augmenter de 75%.